

Allocution du Secrétaire général à l'ouverture du débat général de la soixantième session de l'Assemblée générale

New York, 17 septembre 2005

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui à la fin d'une semaine historique pour l'Organisation des Nations Unies.

Jamais, au cours des 60 ans d'histoire de l'Organisation, des progrès n'auront été accomplis en même temps sur un front aussi large.

Les dirigeants du monde entier se sont réunis pour interdire l'incitation au terrorisme, s'engager à financer la démocratie et examiner la menace du VIH/sida, du paludisme et de la grippe aviaire. L'ONU et l'ASEAN ont décidé de resserrer leurs relations. Les dirigeants de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni et de l'Iran se sont rencontrés pour rechercher la voie à suivre. Le Moyen-Orient, le Burundi, la Côte d'Ivoire et Haïti ont fait l'objet d'importantes discussions.

Mais c'est au Sommet mondial lui-même qu'ont été enregistrés les résultats de loin les plus importants. Nous n'avons pas tout réalisé – après tout, nous étions ambitieux et nous avons placé la barre très haut. Mais en nous attaquant globalement à une série de questions, nous avons certainement accompli beaucoup de choses.

L'adoption de stratégies de lutte contre la pauvreté et la maladie, la création d'un nouveau mécanisme pour remporter la paix dans les pays ravagés par la guerre et l'engagement à agir collectivement pour empêcher le génocide font partie des avancées réalisées au Sommet. Des progrès tangibles ont aussi été accomplis en matière de terrorisme, de droits de l'homme, de démocratie, de gestion du Secrétariat, de maintien de la paix et d'interventions humanitaires. Et la voie a été ouverte à d'autres interventions dans les domaines de la santé publique mondiale, du réchauffement planétaire et de la médiation.

Il nous faut maintenant passer à une nouvelle tâche et donner effet ce qui a été décidé, en continuant de chercher à surmonter les différends qui subsistent. Le document final du Sommet nous impose de nouvelles responsabilités à chacun de nous, individuellement, et à nous tous, collectivement. De nombreux points doivent être complétés au cours de la soixantième session de l'Assemblée générale.

Nous avons tellement à faire cette année que je vous propose de commencer par un contrat mutuel. Que chacun de nous s'engage à s'acquitter de ce que le document final du Sommet attend de lui et engageons-nous les uns envers les autres.

J'entends bien poursuivre jusqu'au bout tout ce qu'il m'a été demandé de faire. Je vous demande, à vous les États Membres, de me dire immédiatement si vous pensez que je manque à la tâche. De mon côté, je suivrai de près vos progrès dans la suite que vous donnerez aux décisions et je ne mâcherai pas mes mots si vous prenez du retard. Et je ne doute pas que l'opinion publique mondiale nous aura à l'œil.

Permettez-moi de vous rappeler quelques-uns des points importants de notre programme de travail ainsi que ce que chacun de nous doit faire pour les réaliser dans les délais.

Il y a d'abord la réforme de la gestion.

Le document final du Sommet donne le feu vert à de vastes réformes de gestion qui doivent rendre le Secrétariat plus efficace et plus responsable. Dès lundi, je diligenterai ce programme de réformes. Voici ce que je compte faire, ainsi que vous me l'avez demandé.

Afin d'actualiser nos pratiques de travail et d'améliorer l'efficacité et le rendement, je formulerai des recommandations pour vous aider à examiner tous les mandats en cours convenus au cours des 55 premières années de l'Organisation. Je procéderai également à une évaluation détaillée de nos règlements en matière de budget et de ressources humaines et recommanderai des aménagements de façon que le Secrétariat soit géré de la manière la plus moderne possible. Et je vous soumettrai une proposition détaillée de programme ponctuel d'encouragement au départ, de manière que nous disposions du personnel le mieux à même d'exécuter les tâches prioritaires que vous avez fixées.

Afin d'encourager la responsabilité, après avoir fait exécuter un examen détaillé et indépendant de notre système de contrôle et de gestion, je présenterai un schéma de comité indépendant d'audit du contrôle. Je présenterai aussi sous peu une description détaillée du bureau indépendant des questions d'éthique que je me propose de créer, qui sera chargé de défendre ceux qui tirent la sonnette d'alarme et d'assurer une plus grande transparence financière. Et je formulerai des propositions tendant à faire en sorte qu'à l'avenir, le Secrétaire général soit entièrement équipé pour s'acquitter de sa charge de plus haut fonctionnaire de l'Organisation et que vous, les États Membres, soyez en mesure de lui demander des comptes.

Je vous demande d'honorer vos engagements et de mener toutes ces questions à leur conclusion, et de tenir votre promesse de renforcer le financement du contrôle interne. Appliquons-nous à la tâche au cours de l'année à venir et traduisons ces réformes dans les faits. C'est ainsi que nous pourrons rétablir la confiance dans l'intégrité et l'efficacité de l'Organisation.

Deuxièmement, nous devons renforcer notre mécanisme dans le domaine des droits de l'homme.

Le Haut Commissaire aux droits de l'homme poursuivra l'exécution de son plan d'action et vous vous êtes engagés à l'aider à renforcer ses services et à doubler son budget. Vous êtes également convenus de renforcer les organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.

Et surtout, vous avez décidé de créer un conseil des droits de l'homme. Le Président Eliasson a besoin de votre soutien sans réserve pour conduire les négociations en vue de parachever, dans les prochains mois, un accord sur les points importants. Monsieur le Président, je crois que les négociations devraient reprendre sur la base des textes détaillés élaborés au cours de la préparation du Sommet et qui ont été appuyés par une écrasante majorité d'États Membres. Je suis convaincu que c'est la majorité qui doit montrer la voie et ceux qui ont encore des réserves devraient s'efforcer de faire preuve de souplesse. Il nous faut un conseil des droits de l'homme qui commande le respect et obtienne des résultats.

Troisièmement, nous devons aller de l'avant pour ce qui est du terrorisme.

Pour la première fois, une condamnation sans nuance du terrorisme, « sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les buts », a été prononcée au Sommet par tous les États Membres. Comme vous en êtes convenus, vous devez partir de cette proposition simple et vous en servir pour achever une convention générale contre le terrorisme dans l'année à venir et forger une stratégie mondiale de lutte antiterroriste qui affaiblisse les terroristes et renforce la communauté internationale. Nous le pouvons, et nous le devons.

Quatrièmement, il nous faut mettre en place et faire fonctionner la Commission de consolidation de la paix.

Presque toutes les modalités essentielles sont maintenant arrêtées. La tâche qui vous attend durant les quelques prochains mois est de donner sa forme définitive à la Commission et de la rendre opérationnelle. La mienne est de constituer un petit bureau d'appui et un fonds permanent pour financer son action. Jouons chacun notre rôle, afin que la Commission de consolidation de la paix puisse commencer ses travaux avant la fin de l'année.

Cinquièmement, et ce point est particulièrement important, nous devons honorer nos engagements relatifs au développement.

C'est une année historique pour le développement que celle qui vient de s'écouler. À la fin de cette semaine, il ne fait plus le moindre doute que les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire bénéficient d'un appui universel. Nous nous trouvons avec l'ambitieux engagement de dégager 50 milliards de dollars supplémentaires par an pour la bataille du développement, en l'espace de cinq ans. Il semble que l'ampleur de ce succès ait échappé à quelques-uns. Faisons donc en sorte de tenir nos promesses envers les pauvres de la planète.

Tous les pays en développement sont maintenant tenus par l'engagement de formuler, et de commencer à mettre en œuvre, au plus tard l'an prochain, une stratégie nationale suffisamment audacieuse pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, et notamment les OMD d'ici à 2015. D'autre part, il incombe maintenant aux pays développés de tenir leurs promesses de stimuler le financement du développement et d'alléger les dettes des pays en développement.

De plus, certains signes donnent à espérer qu'il est possible de progresser vers le système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable qui est envisagé dans le document du Sommet. Mettons cette promesse à profit pour aller de l'avant et faire progresser le cycle des négociations commerciales de Doha.

En sixième lieu, nous devons continuer de travailler à la réforme du Conseil de sécurité.

Nous nous sommes efforcés de trouver un moyen de progresser sur cette question capitale. Cela n'a pas été facile, et nous n'y avons pas encore réussi mais les dirigeants du monde entier sont d'accord pour considérer que le Conseil de sécurité doit être réformé sans tarder, parce que c'est – et je les cite – « un élément central de la réforme générale de l'Organisation que nous menons ». Ils ont demandé un examen avant la fin de l'année des progrès accomplis dans cette voie.

C'est à toutes les parties de faire un réel effort pour trouver une solution qui recueille un très large soutien, dans l'intérêt non pas d'un groupe particulier, mais de l'Organisation tout entière.

Septième point, nous devons d'urgence commencer à rectifier nos erreurs regrettables en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

Le consensus qui inspirait le Traité sur la non-prolifération s'est dangereusement dégradé. À deux reprises cette année, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité et à présent, au Sommet, des mois de négociations ont abouti au silence. Les États n'ont même pas pu se mettre d'accord pour réaffirmer leurs engagements existants, ni pour trouver, ne fût-ce qu'au niveau des principes, une voie à suivre. Ils se sont contentés de se montrer mutuellement du doigt au lieu de rechercher des solutions.

Et pourtant, les risques de prolifération et de terrorisme catastrophique ne cessent d'augmenter, et les enjeux sont trop importants pour que nous continuions à nous laisser glisser sur la pente dangereuse de la diplomatie du quitte ou double. Tâchons plutôt ensemble de renforcer les trois piliers du régime : non-prolifération, désarmement et utilisations pacifiques. J'encourage la Norvège, l'Australie, le Chili, l'Indonésie, la Roumanie, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni à poursuivre leurs efforts pour trouver un moyen d'aller de l'avant. Tous les États devraient soutenir l'initiative qu'ils ont prise pour s'attaquer à ce péril qui menace notre existence même.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Parfois, les solutions multilatérales sont d'une difficulté qui les fait paraître impossibles. Mais, de temps à autre, cela vaut la peine de se retourner pour mesurer le chemin accompli.

C'est en 1999 que, pour la première fois, j'ai évoqué à cette tribune la nécessité où se trouvait la communauté internationale d'intervenir face à un génocide. Mes propos susciterent un débat animé parmi les États Membres. Six années ont passé depuis lors, au cours desquelles beaucoup d'États se sont dépensés sans compter, la société civile s'est investie pleinement, et l'on a tenu compte de certaines préoccupations légitimes, mais à présent, vous vous êtes réunis pour reconnaître le devoir sacré qui vous incombe non seulement de compatir, mais encore d'agir. C'est sur cet engagement que vous serez jugés dans les années à venir.

Ne vous méprenez pas. Cette bataille durement gagnée a constitué une révolution dans les affaires internationales et un signal d'espoir pour les faibles de notre monde. Elle nous apporte en outre un enseignement de la plus haute importance : en persévérant, nous pouvons trouver des réponses collectives à nos problèmes communs.

Dès lors, attelons-nous à la tâche, avec confiance et détermination. Si nous tenons les promesses que nous avons faites cette semaine, nous aiderons à sauver des millions de vies et donnerons espoir à des milliards de gens. Ce serait là un succès qui viendrait fort à propos pour marquer le soixantième anniversaire de l'Organisation et un tremplin pour faire mieux encore dans les années à venir.

Je vous remercie.